

## Flash Economie

5 octobre 2017 -1159

### D'où vient le sentiment d'appauvrissement des salariés en France ?

Le sentiment d'appauvrissement de beaucoup de salariés en France ne peut pas venir :

- d'une déformation du partage des revenus au détriment des salaires, puisque, au contraire, la France est un des rares pays de l'OCDE où le partage des revenus s'est déformé depuis 20 ans en faveur des salariés ;
- d'une augmentation des inégalités de revenu, puisque, après redistribution, celles-ci sont restées stables et assez faibles en France.

Le sentiment d'appauvrissement peut donc venir en France :

- de la hausse des prix de l'immobilier, nettement plus forte que celle des salaires ;
- de la nature des nouveaux emplois, dont beaucoup sont des emplois de services domestiques au niveau de salaire faible.

Le coût croissant du logement et la dégradation de la qualité des emplois sont deux problèmes économiques et sociaux centraux en France.

**Patrick Artus**

Tel. (33 1) 58 55 15 00

[patrick.artus@natixis.com](mailto:patrick.artus@natixis.com)

 [@PatrickArtus](https://twitter.com/PatrickArtus)

---

[www.research.natixis.com](http://www.research.natixis.com)

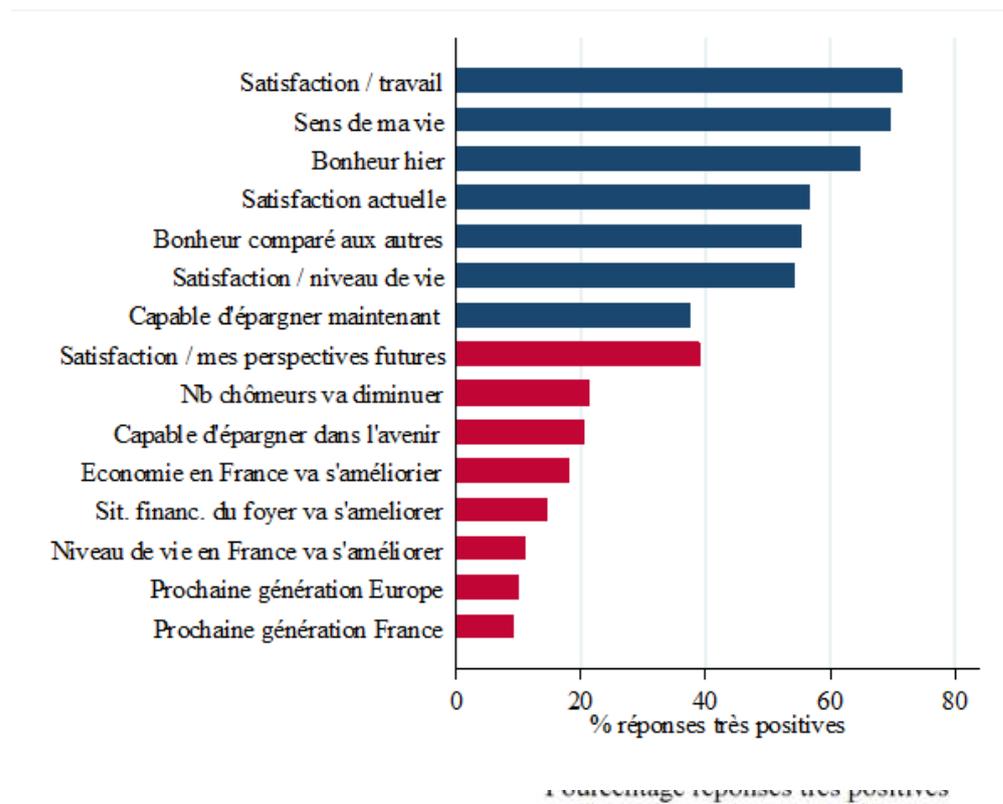
BANQUE DE GRANDE CLIENTELE  
EPARGNE ET ASSURANCE  
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES

## France : un paradoxe

Il existe indéniablement un paradoxe en France entre :

- le sentiment d'appauvrissement qui affecte une proportion importante des salariés (encadré 1) : beaucoup de Français pensent que leur situation financière et leur niveau de vie vont se dégrader ;
- le fait qu'il n'y a eu en France ni déformation du partage des revenus au détriment des salariés ni hausse des inégalités.

Encadré 1 : France : Enquête trimestrielle CEPREMAP/INSEE

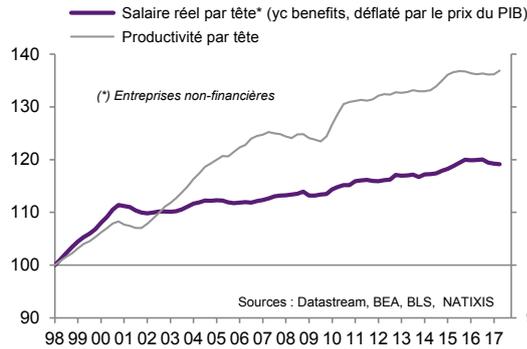


Lecture : les Français sont globalement moins satisfaits de leurs perspectives futures (rouge) que de leur vie actuelle (bleu)

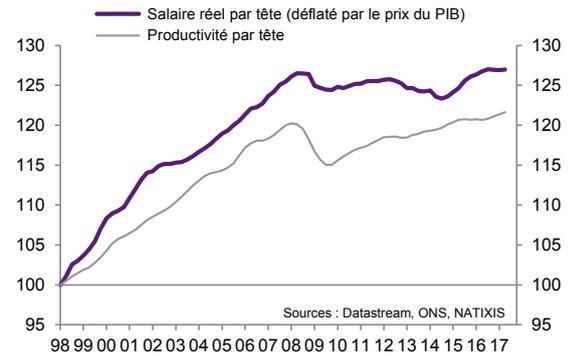
Source: CEPREMAP/INSEE Enquête trimestrielle. Enquêtes réalisées en juin, septembre et décembre 2016. % de réponses très positives

Quand on regarde l'évolution depuis 20 ans du partage des revenus dans les grands pays de l'OCDE (graphiques 1a à 1g) on voit que la France fait partie du groupe de pays (avec le Royaume-Uni, l'Espagne, l'Italie) où le partage des revenus s'est déformé en faveur et non au détriment des salariés.

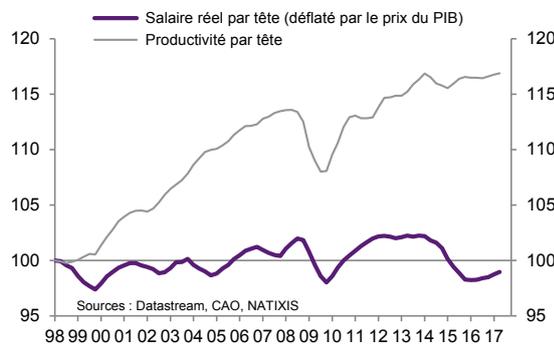
**Graphique 1a**  
Etats-Unis : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



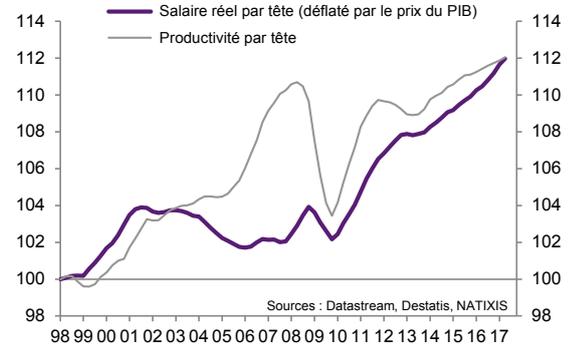
**Graphique 1b**  
Royaume-Uni : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



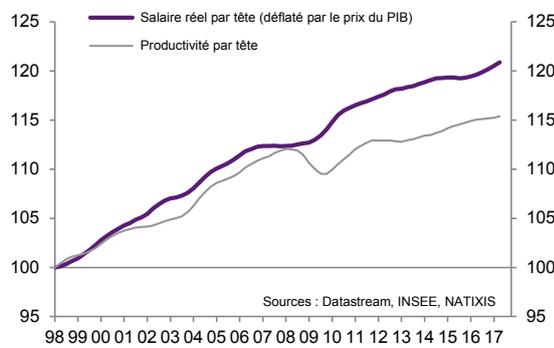
**Graphique 1c**  
Japon : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



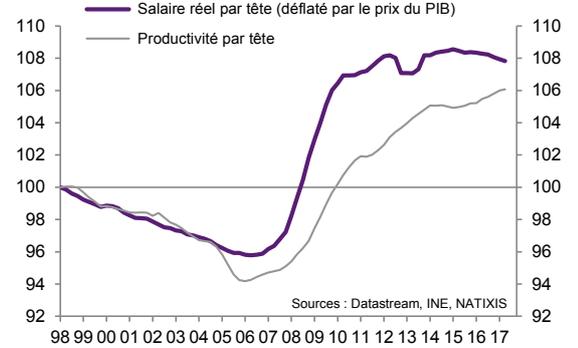
**Graphique 1d**  
Allemagne : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



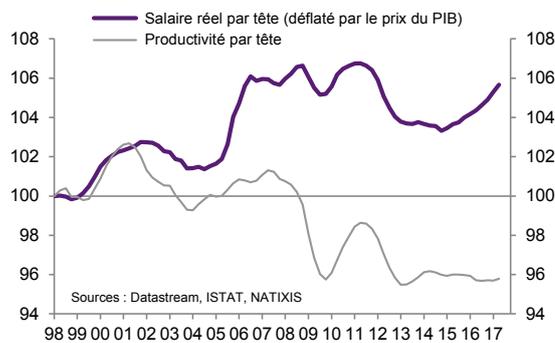
**Graphique 1e**  
France : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



**Graphique 1f**  
Espagne : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



**Graphique 1g**  
Italie : salaire réel et productivité par tête  
(100 en 1998:1)



Le **tableau 1** montre que **les inégalités de revenus après redistribution sont restées en France stables et basses**, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis, au Royaume-Uni.

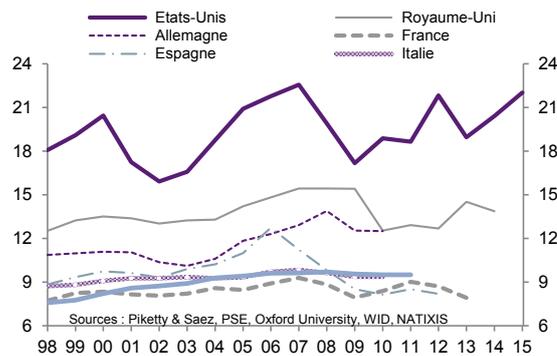
**Tableau 1 : Inégalité des revenus, avant et après redistribution (échelle de 0 à 1)**

	Etats-Unis		Royaume-Uni		Allemagne		France		Espagne		Italie		Japon	
	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après	Avant	Après
1998	nc	0,357	nc	nc	nc	0,259	nc	0,276	nc	0,340	nc	0,310	nc	nc
1999	nc	0,354	0,506	0,340	nc	0,259	nc	0,284	nc	0,330	nc	0,300	nc	nc
2000	nc	0,357	0,512	0,352	nc	0,264	nc	0,287	nc	0,320	nc	0,290	nc	0,337
2001	nc	0,360	0,503	0,340	nc	0,270	nc	0,287	nc	0,330	nc	0,290	nc	nc
2002	nc	0,376	0,499	0,335	nc	0,280	nc	0,284	nc	0,310	nc	0,303	nc	nc
2003	nc	0,374	0,502	0,335	nc	0,282	nc	0,282	nc	0,310	nc	0,316	0,443	0,321
2004	nc	0,360	0,500	0,331	0,499	0,285	nc	0,283	0,457	0,310	0,512	0,329	nc	nc
2005	0,486	0,380	0,503	0,335	nc	0,297	0,485	0,288	0,462	0,322	nc	0,327	nc	nc
2006	0,486	0,384	0,503	0,339	nc	0,290	nc	0,293	0,453	0,319	nc	0,321	0,462	0,329
2007	0,486	0,376	0,504	0,341	nc	0,295	nc	0,292	0,451	0,319	nc	0,320	nc	nc
2008	0,486	0,378	0,508	0,342	0,494	0,287	0,483	0,293	0,464	0,324	0,489	0,317	nc	nc
2009	0,499	0,379	0,519	0,345	0,493	0,288	0,493	0,293	0,487	0,329	0,494	0,315	0,488	0,336
2010	0,499	0,380	0,521	0,341	0,492	0,286	0,505	0,303	0,506	0,335	0,512	0,327	nc	nc
2011	0,508	0,389	0,524	0,354	0,505	0,291	0,512	0,309	0,505	0,341	0,508	0,327	nc	nc
2012	0,506	0,389	0,524	0,351	0,501	0,289	0,518	0,308	0,509	0,334	0,514	0,330	0,488	0,33
2013	0,513	0,396	0,527	0,358	0,508	0,292	0,504	0,294	0,523	0,345	0,515	0,325	nc	nc
2014	0,508	0,394	0,518	0,356	0,500	0,289	0,512	0,297	0,525	0,344	0,512	0,326	nc	nc
2015	0,506	0,390	0,520	0,360	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : OCDE, Eurostat, Natixis

Le **graphique 2** montre que **les inégalités extrêmes de revenu** (part des 1% d'individus au revenu le plus élevé dans le revenu national) **sont aussi restées faibles en France**.

**Graphique 2**  
Proportion du revenu national détenu par les 1% ayant le revenu le plus élevé

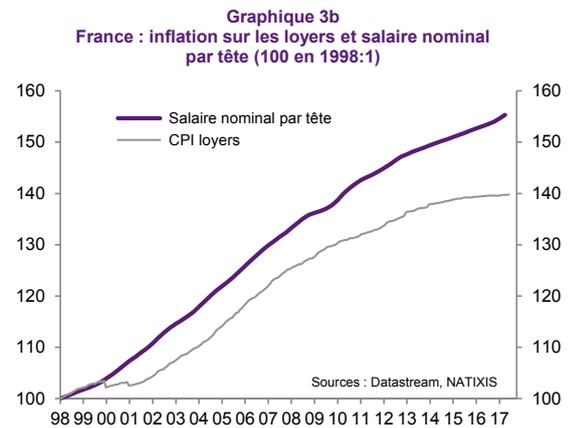
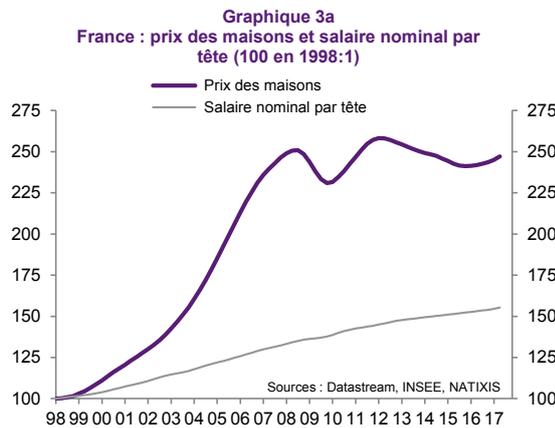


On voit donc que le sentiment de pauvreté en France ne peut pas venir de l'évolution du partage des revenus ou des inégalités.

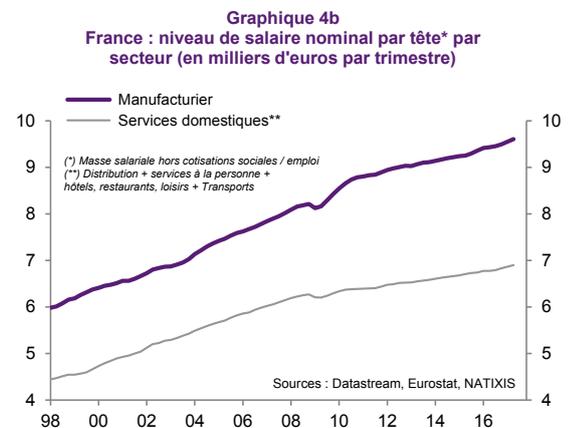
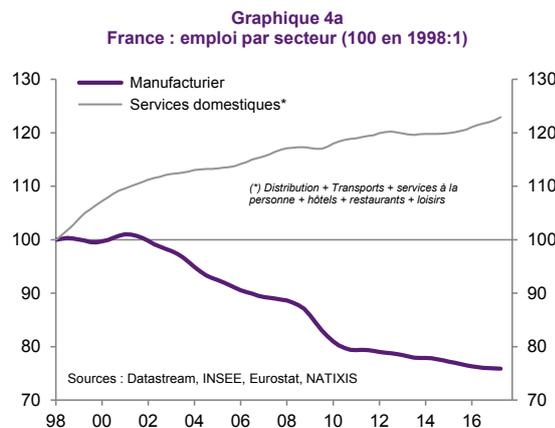
## D'où peut venir alors le sentiment d'appauvrissement en France ?

Il reste, il nous semble, deux pistes :

- 1- la perte de pouvoir d'achat des salariés en ce qui concerne le logement, avec la hausse des prix de l'immobilier plus forte que celle des salaires (graphique 3a), mais ce n'est pas le cas pour les loyers (graphique 3b) ;



- 2- L'importance des créations d'emplois dans les services domestiques où les salaires sont faibles, et les destructions d'emplois dans l'industrie (graphiques 4a/b).



## Synthèse : on touche ainsi deux problèmes essentiels de l'économie et de la société françaises

Dans certains pays (Etats-Unis, Royaume-Uni, Japon, Allemagne, Espagne depuis la crise) le sentiment d'insatisfaction peut venir de la déformation du partage des revenus au détriment des salariés et de la hausse des inégalités. Cela n'est pas le cas en France. On observe en France deux problèmes essentiels qui créent l'insatisfaction :

- le coût croissant du logement, qui augmente plus vite que les salaires ;
- la dégradation de la qualité des emplois, les emplois de l'industrie étant remplacés par des emplois peu sophistiqués dans les services domestiques.

## Avertissement

Ce document d'informations (pièces jointes comprises) est strictement confidentiel et s'adresse exclusivement à une clientèle de professionnels ou d'investisseurs qualifiés. Il ne peut être divulgué à un tiers sans l'accord préalable et écrit de Natixis. Si vous recevez ce document et/ou toute pièce jointe par erreur, merci de le(s) détruire et de le signaler immédiatement à l'expéditeur. La distribution, possession ou la remise de ce document dans ou à partir de certaines juridictions peut être limitée ou interdite par la loi. Il est demandé aux personnes recevant ce document de s'informer sur l'existence de telles limitations ou interdictions et de s'y conformer. Ni Natixis, ni ses affiliés, directeurs, administrateurs, employés, agents ou conseillers, ni toute autre personne ne doit accepter d'être responsable à l'encontre de toute personne du fait de la distribution, possession ou remise de ce document dans ou à partir de toute juridiction.

**Ce document a été préparé par nos économistes. Il ne constitue pas une analyse financière et n'a pas été élaboré conformément aux dispositions légales arrêtées pour promouvoir l'indépendance de la recherche en investissement. En conséquence, sa diffusion n'est soumise à aucune interdiction prohibant l'exécution de transactions avant sa publication.**

Ce document et toutes les pièces jointes sont communiqués à chaque destinataire à titre d'information uniquement et ne constituent pas une recommandation personnalisée d'investissement. Ils sont destinés à être diffusés indifféremment à chaque destinataire et les produits ou services visés ne prennent en compte aucun objectif d'investissement, situation financière ou besoin spécifique à un destinataire en particulier. Ce document et toutes les pièces jointes ne constituent pas une offre, ni une sollicitation d'achat, de vente ou de souscription. Ce document ne peut en aucune circonstance être considéré comme une confirmation officielle d'une transaction adressée à une personne ou une entité et aucune garantie ne peut être donnée sur le fait que cette transaction sera conclue sur la base des termes et conditions qui figurent dans ce document ou sur la base d'autres conditions. Ce document et toutes les pièces jointes sont fondés sur des informations publiques et ne peuvent en aucune circonstance être utilisés ou considérés comme un engagement de Natixis, tout engagement devant notamment être soumis à une procédure d'approbation de Natixis conformément aux règles internes qui lui sont applicables.

Natixis n'a ni vérifié ni conduit une analyse indépendante des informations figurant dans ce document. Par conséquent, Natixis ne fait aucune déclaration ou garantie ni ne prend aucun engagement envers les lecteurs de ce document, de quelque manière que ce soit (expresse ou implicite) au titre de la pertinence, de l'exactitude ou de l'exhaustivité des informations qui y figurent ou de la pertinence des hypothèses auxquelles elle fait référence. En effet, les informations figurant dans ce document ne tiennent pas compte des règles comptables ou fiscales particulières qui s'appliqueraient aux contreparties, clients ou clients potentiels de Natixis. Natixis ne saurait donc être tenu responsable des éventuelles différences de valorisation entre ses propres données et celles de tiers, ces différences pouvant notamment résulter de considérations sur l'application de règles comptables, fiscales ou relatives à des modèles de valorisation. De plus, les avis, opinions et toute autre information figurant dans ce document sont indicatifs et peuvent être modifiés ou retirés par Natixis à tout moment sans préavis.

Les informations sur les prix ou marges sont indicatives et susceptibles d'évolution à tout moment et sans préavis, notamment en fonction des conditions de marché. Les performances passées et les simulations de performances passées ne sont pas un indicateur fiable et ne préjugent donc pas des performances futures. Les informations contenues dans ce document peuvent inclure des résultats d'analyses issues d'un modèle quantitatif qui représentent des événements futurs potentiels, qui pourront ou non se réaliser, et elles ne constituent pas une analyse complète de tous les faits substantiels qui déterminent un produit. Natixis se réserve le droit de modifier ou de retirer ces informations à tout moment sans préavis. Plus généralement, Natixis, ses sociétés mères, ses filiales, ses actionnaires de référence ainsi que leurs directeurs, administrateurs, associés, agents, représentants, salariés ou conseillers respectifs rejettent toute responsabilité à l'égard des lecteurs de ce document ou de leurs conseils concernant les caractéristiques de ces informations. Les opinions, avis ou prévisions figurant dans ce document reflètent, sauf indication contraire, celles de son ou ses auteur(s) et ne reflètent pas les opinions de toute autre personne ou de Natixis.

Les informations figurant dans ce document n'ont pas vocation à faire l'objet d'une mise à jour après la date apposée en première page. Par ailleurs, la remise de ce document n'entraîne en aucune manière une obligation implicite de quiconque de mise à jour des informations qui y figurent.

Natixis ne saurait être tenu pour responsable des pertes financières ou d'une quelconque décision prise sur le fondement des informations figurant dans la présentation et n'assume aucune prestation de conseil, notamment en matière de services d'investissement. En tout état de cause, il vous appartient de recueillir les avis internes et externes que vous estimez nécessaires ou souhaitables, y compris de la part de juristes, fiscalistes, comptables, conseillers financiers, ou tous autres spécialistes, pour vérifier notamment l'adéquation de la transaction qui vous est présentée avec vos objectifs et vos contraintes et pour procéder à une évaluation indépendante de la transaction afin d'en apprécier les mérites et les facteurs de risques.

Natixis est supervisée par l'European Central bank (ECB).

Natixis est agréée par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) en France en qualité de Banque – prestataire de services d'investissements et soumise à sa supervision.

Natixis est réglementée par l'AMF (Autorité des Marchés Financiers) pour l'exercice des services d'investissements pour lesquels elle est agréée.

Natixis est agréée par l'ACPR et réglementée par les « Financial Conduct Authority » et « Prudential Regulation Authority » pour ses activités au Royaume-Uni. Les détails concernant la régulation qu'exercent la Financial Conduct Authority et la Prudential Regulation Authority peuvent être obtenus sur simple demande à la Succursale de Londres.

Natixis est agréée en Allemagne par l'ACPR en qualité de Banque - prestataire de services d'investissement et soumise à sa supervision. NATIXIS Zweigniederlassung Deutschland est régulée en matière limitée par la Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Allemagne. L'envoi / la distribution de ce document en Allemagne est réalisé par / sous la responsabilité de Natixis Zweigniederlassung Deutschland.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la Banque d'Espagne (Bank of Spain) et la CNMV (Comisión Nacional del Mercado de Valores) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Espagne.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la Banque d'Italie et la CONSOB (Commissione Nazionale per le Società e la Borsa) pour l'exercice en libre établissement de ses activités en Italie.

Natixis est agréée par l'ACPR et régulée par la « Dubai Financial Services Authority (DFSA) » pour l'exercice de ses activités au « Dubai International Financial Centre (DIFC) ». Ce document n'est diffusé qu'aux Clients Professionnels, définis comme tels selon les règles de la DFSA ; à défaut le destinataire doit retourner le document à Natixis. Le destinataire reconnaît que le document ainsi que son contenu n'ont été approuvés par aucun régulateur ou autorité gouvernementale des pays du Conseil de Coopération du Golfe ou du Liban.

Natixis, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propre agréé à l'étranger, ne destine la diffusion aux Etats-Unis de cette publication qu'aux « major U.S. institutional investors », définis comme tels selon les règles de la SEC.

Natixis, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propre agréé à l'étranger, ne destine la diffusion aux Etats-Unis de cette publication qu'aux « major U.S. institutional investors », définis comme tels selon les règles de la SEC.

Ce document ne peut être distribué à aucune autre personne aux Etats-Unis. Chaque « major U.S. institutional investors » qui reçoit ce document, s'engage par cet acte, à ne pas en distribuer l'original ni une copie à quiconque. Natixis Securities Americas LLC, Négociateur pour compte de tiers et pour compte propres agréée aux Etats-Unis et membre de la FINRA, est une filiale de Natixis. Natixis Securities Americas LLC n'est impliquée d'aucune manière dans l'élaboration de cette publication et en conséquence ne reconnaît aucune responsabilité quant à son contenu. Cette publication a été élaborée et vérifiée par les collaborateurs de Natixis, qui ne sont pas associés de Natixis Securities Americas LLC et n'ont pas fait l'objet d'un enregistrement professionnel en tant qu'analyste auprès de la FINRA et ne sont donc pas soumis aux règles édictées par la FINRA.

Les opinions et avis sur des titres ou émetteurs figurant dans ce document reflètent uniquement les opinions et avis de leur(s) auteur(s). Les recommandations émises dans ce document n'influencent en aucune manière, que ce soit directement ou indirectement, la rémunération du ou des auteur(s) de ce document.

**JE (NOUS), SOUSSIGNE(S), LE(S) AUTEUR(S) DE CE DOCUMENT, CERTIFIE (CERTIFICATIONS) PAR LA PRESENTE QUE LES OPINIONS ET AVIS SUR L'ENTREPRISE OU LES ENTREPRISES ET SES OU LEURS TITRES FIGURANT DANS CE DOCUMENT REFLETTENT, SAUF INDICATION CONTRAIRE, LES OPINIONS ET AVIS DE LEUR(S) AUTEUR(S) ET QUE LES RECOMMANDATIONS, OPINIONS ET AVIS EMIS DANS CE DOCUMENT N'INFLUENCENT EN AUCUNE MANIERE, QUE CE SOIT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, LA REMUNERATION DU OU DES AUTEUR(S) DE CE DOCUMENT.**

Les opinions et avis des auteurs peuvent diverger. Ainsi, Natixis, ses filiales et les entités qui lui sont liées, peuvent publier des documents et analyses contradictoires et/ou parvenir à des conclusions différentes à partir des informations présentées dans ce document. Pour toute demande d'information supplémentaire sur une opération sur un titre ou un instrument financier mentionnée dans ce document, veuillez contacter votre point de contact chez Natixis Securities Americas LLC par courrier électronique ou voie postale à l'adresse suivante 1251 Avenue of the Americas, New York, NY 10020.

Les valeurs citées peuvent faire l'objet d'avertissements spécifiques. Elles sont accessibles sur le site Natixis à cette adresse :

<https://www.research.natixis.com/GlobalResearchWeb/main/globalresearch/DisclaimersSpecifiques>